

Initiatives ministérielles

il ne faudrait quand même pas confondre les choses. Ce projet de loi n'apporte aucune forme de rédemption aux Conservateurs d'en face. Les Conservateurs ont péché et je vous assure, monsieur le Président, que les électeurs de ma région et ceux d'ailleurs diront: Oui, le projet de loi peut peut-être nous aider, mais le dommage causé par ce gouvernement est de beaucoup supérieur au bienfait qu'apportera le projet de loi aujourd'hui.

• (1140)

[Traduction]

Je termine donc là-dessus mes observations. J'appuierai avec plaisir le projet de loi ainsi que l'amendement que propose mon collègue, le député d'Algoma, avec l'appui du député de la circonscription de Prince Edward—Hastings, en Ontario, qui est une autre belle circonscription agricole de notre pays.

Je suis impatient de voir non seulement l'issue du vote sur ce projet de loi—nous connaissons tous l'appui dont il bénéficiera—mais encore la présentation d'autres mesures visant à aider la collectivité agricole du Canada, qui traverse une période très difficile à l'heure actuelle. Cette collectivité a vu son revenu diminuer considérablement et a du mal à joindre les deux bouts en dépit du fait que les travailleurs triment très dur pour produire la nourriture que nous mangeons tous.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je voudrais seulement en tant que député venant de la ville faire quelques remarques au sujet de cet amendement.

Quand il s'agit des questions agricoles, les habitants du Canada rural ont trop souvent l'impression que les citadins, les députés venant de la ville, ne les appuient pas toujours autant qu'ils le devraient.

Il y a environ trois mois, dans ma circonscription, nous avons apposé à la fenêtre de mon bureau une présentation conçue et produite par mon collègue de Lambton—Middlesex, intitulée «Compare the share», qui illustre à l'intention des citadins, des gens vivant dans la ville, le prix à la sortie de la ferme de produits comme le poulet, le blé, le fromage et le lait, le prix de ces produits chez le détaillant, et la différence considérable que cela représentait par rapport à ce que touche l'agriculteur. Les gens ont été absolument choqués. Ils n'avaient pas la moindre idée de ce que reçoivent les agriculteurs.

Depuis, un jeune entrepreneur du nom de Terry McAdorey, qui tient un petit magasin où l'on vend un peu de tout, appelé Hampton Variety Store, refuse de s'approvisionner auprès des organismes agricoles transnationaux. Il préfère acheter auprès de petits exploitants agricoles. Les fromages, le poulet, les oeufs et tous les autres produits sont achetés directement chez le cultivateur. Pourquoi fait-il ça? En partie parce qu'il est convaincu dans son for intérieur, que nous devons être plus sensibles à l'intérêt de la collectivité qu'à la compétitivité. C'est ce que, à mon avis, le gouvernement n'a pas su faire.

Il est devenu tellement obsédé par l'idée de la compétitivité mondiale qu'il n'a plus vu que par les sociétés transnationales. Nulle part cette stratégie industrielle transnationale n'a-t-elle eu un impact plus considérable que sur les valeurs et l'attitude que nous observons à présent dans les milieux et le négoce agricole. À l'heure qu'il est, le commerce agricole au Canada est pratiquement contrôlé par un cartel d'environ cinq ou six compagnies. Par conséquent, les rares exploitations agricoles familiales qui restent au Canada sont pratiquement isolées. Leur vie ressemble un peu à celle d'un ermite, ce qui a pour leurs membres de terribles répercussions sur le plan social.

• (1145)

Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a une crise agricole au Canada à l'heure actuelle, surtout dans le cas des exploitations agricoles familiales. Le projet de loi que nous étudions aujourd'hui va nous permettre, par l'entremise de la Société du crédit agricole, de réaffirmer notre engagement à l'égard de l'exploitation agricole familiale; il s'agit fondamentalement de redonner de l'importance à la collectivité, aux valeurs qui lui sont propres et à la qualité des produits au lieu de ne viser simplement que la compétitivité des prix et la globalisation des marchés car nous allons, selon moi, beaucoup trop loin dans cette voie.

J'ai lu dans le journal *Catholic Register* un article de Marie Carter, qui vit à Dresden, en Ontario. On le trouve à la page 7 sous le titre «La crise agricole actuelle est l'affaire de tout le monde». L'auteure y signale qu'à peine 3 p. 100 de la population canadienne vit de la terre.

Plus que jamais, il nous incombe à tous dans cette enceinte d'être les porte-parole et les défenseurs de ces gens. Il faut espérer que nous pourrions faire en sorte qu'on s'intéresse à nouveau à ce secteur de notre économie et qu'on aborde la question différemment, au moment où nous nous préparons à restructurer la société toute entière.